

conclusions des négociations de Genève seront conformes aux exigences émisées à Tokyo lors de la réunion ministérielle du GATT, en septembre 1973, et accorderont ces avantages commerciaux supplémentaires aux pays en voie de développement; le Canada entend veiller à ce que les mesures adoptées soient mises en application sur une base non discriminatoire.

Dans une perspective plus vaste, l'homme n'a d'autre choix pour se nourrir que de sastreindre à une utilisation équilibrée de toutes les richesses naturelles, sans quoi il risque de voir sa civilisation anéantie comme celles de Ninive et de Babylone, qui ont détruit le soi dont ils tiraient leur subsistance. La Conférence mondiale sur la population, à Bucarest, a constitué un premier pas, quoique hésitant, vers l'adoption de toute une gamme de mesures destinées à contrôler les pressions exercées sur les ressources de notre planète. Il nous faut progresser plus rapidement dans cette voie. Nous assistons déjà à une diminution des prises de certaines espèces de poissons, et la mer n'est pas la seule source d'alimentation dont les limites pourraient être mises à l'épreuve au cours des années à venir.

Grâce aux importantes découvertes des chercheurs et aux techniques nouvelles, la production alimentaire mondiale a pu se maintenir à un niveau convenable, bien que précaire. Pour progresser il faut redoubler d'efforts, mais il faut également envisager le problème dans une perspective plus vaste afin de mettre à profit l'ensemble des écosystèmes et d'en arriver à un équilibre permanent.

Monsieur le Président, j'ai exposé assez en détail la position du Canada à l'égard des divers aspects du programme proposé par le secrétaire général comme solution au problème mondial de l'alimentation. Nous sommes conscients du fait que ce programme ne portera fruit que dans la mesure où tous les États accepteront de modifier en conséquence leur ordre de priorités, mais nous reconnaissons également qu'il s'agira d'affecter à cette fin des ressources agricoles beaucoup plus importantes, et ce, à l'échelle nationale et internationale. Nous croyons que la tenue de cette conférence constitue la meilleure occasion de lancer ce programme d'alimentation mondiale comme il se doit. À titre de garantie de la volonté du Canada de contribuer à la solution du problème mondial de l'alimentation, je suis heureux d'annoncer que le Gouvernement canadien a décidé d'affecter dès maintenant 50 millions de dollars à des projets d'aide au développement visant à réduire l'ampleur de la crise actuelle. Le but premier de la Conférence doit être, selon nous, de faire prendre conscience à tous les hommes de l'humiliation que constitue la faim pour l'humanité, quel que soit l'endroit où elle sévit, et de la nécessité pour tous les gouvernements de se fixer comme objectif primordial l'élimination de la faim. Si cette conférence en arrive à une telle conclusion, on ne peut en laisser la réalisation au hasard. Nous devons faire de notre mieux pour mettre sur pied les mécanismes nécessaires de contrôle et d'évaluation permanente des progrès accomplis afin de pouvoir rajuster notre tir et assurer que les ressources existantes et futures seront utilisées de façon à promouvoir un développement cohérent et efficace de l'agriculture. À notre avis, M. le président, ce processus essentiel doit faire appel à l'expérience et aux compétences reconnues des organisations qui ont une contribution à faire à la recherche d'une solution au problème mondial de l'alimentation. Nous ne voulons pas dire que rien ne doit changer, mais qu'il faut aborder la question des modalités d'application avec bon sens et un souci d'économie.